



Les enseignants vent debout pour défendre leur formation École

Un référendum a été lancé contre le raccourcissement de la durée du cursus des maîtres du primaire, voté par le Grand Conseil.

Douze intervenants pour autant d'organisations lançant un référendum contre le raccourcissement de la formation des enseignants du primaire: mardi, Francesca Marchesini, présidente de la Société pédagogique genevoise (SPG), était entourée de représentants des autres ordres d'enseignement, du Syndicat des enseignants romands, des partis de gauche, ainsi que de représentants des étudiants de l'Institut universitaire de formation pour l'enseignement (IUFE) et de leurs formateurs.

Beaucoup de monde, donc, pour combattre le passage d'une formation de quatre à trois ans, comme l'a voté la majorité de droite au Grand Conseil.

«Haut degré d'expertise»

Francesca Marchesini a défendu le «haut degré d'expertise» de la formation universitaire genevoise qui permet de «rester longtemps dans le métier», tout en affirmant que «plus un enseignant est formé, mieux les élèves réussissent».

La députée Verte Marjorie de Chastonay a rappelé quant à elle l'augmentation croissante des besoins et des exigences de l'école qui ne permettent pas d'envisager de réduire la formation, au contraire.

Selon les référendaires, il y aura moins de formation pratique, contrairement à la volonté de la droite, car Genève est le canton qui confronte le plus ses étudiants aux réalités du terrain, tandis que les matières théoriques enseignées découlent d'une exigence au niveau fédéral pour la reconnaissance de la formation; des matières qui sont aussi inculquées dans les autres cantons.

Président du Syndicat des enseignants romands (SER), David Rey apporte le «total soutien» du syndicat au référendum. Il est important que les enseignants soient des généralistes, ajoute-t-il. Même si le Grand Conseil a voté une formation en trois ans permettant de continuer à enseigner

de la 1P à la 8P, ce n'est pas réaliste, préviennent les référendaires. Selon eux, les étudiants devront se spécialiser pour enseigner soit chez les petits, soit chez les grands, ou faire un complément d'études optionnel pour devenir généralistes.

Mobilité salubre

Être généraliste permet une mobilité professionnelle salubre pour les enseignants et est très pratique pour l'employeur, rappelle Francesca Marchesini. Et même si une faible proportion d'enseignants changent de division, ce sont probablement «autant de burn-out évités». Surtout, cette vision globale de la scolarité primaire des élèves est très importante sur le plan pédagogique, ajoute-t-elle.

Enfin, Olivier Baud (Union populaire) relève que le salaire est lié au niveau de formation; les référendaires ne doutent ainsi pas que dévaloriser la formation se répercutera ensuite sur les revenus. Le métier étant très majoritairement féminin, ils dénoncent une attaque sexiste.

Caroline Marti, députée socialiste, affirme que la réforme coûtera plus cher. Les référendaires ont jusqu'au 20 mars pour récolter 5479 signatures.

Rachad Armanios